

ANALYSE

Une petite révolution sur la norme ISO 9001

• La nouvelle version publiée par le normalisateur international

• Au-delà de septembre 2018, le certificat version 2008 ne sera plus valide

• Basculer tout de suite après audit, suggèrent les professionnels

LA norme la plus répandue de la famille des standards ISO, le référentiel ISO 9001 vient d'être revue de fond en comble. La nouvelle version a été publiée le 23 septembre 2015. A compter de cette date, les entreprises certifiées selon la version ISO 9001/2008 disposent de trois ans de transition pour se mettre en conformité avec l'ISO 9001/2015. Au-delà de cette période de transition, tous les certificats

selon ISO 9001:2008 ne seront plus valables, prévient l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Elle fixe des règles à observer pour gérer la transition vers le nouveau référentiel. Aucune nouvelle certification sur la version 2008 ne pourra être valide après septembre 2018. Mais les professionnels de la certification conseillent de basculer dès maintenant sans attendre, y compris pour les nouvelles organisations qui s'engagent dans un processus de certification.

Au moins un millier de sociétés et organismes sont concernés par ce passage vers le nouveau référentiel. Ce processus doit être minutieusement préparé sous la houlette de la direction générale. Il induit des coûts et une mobilisation générale.

Un organisme peut envisager la transition tout de suite à condition qu'il ait

formé sur la norme ISO 9001:2015 tous les intervenants impliqués dans le processus, adapté le système documentaire, sensibilisé l'ensemble du personnel sur les changements pour le passage de la version actuelle à la version 2015.

A compter de septembre 2015, les entreprises certifiées selon la version ISO 9001/2008 disposent de trois ans de transition pour se mettre en conformité avec l'ISO 9001/2015

Deux options possibles pour basculer, explique Wafa Chagar, directrice générale de Vigicert. La conformité de l'organisation certifiée est évaluée lors d'un audit unique. Cet audit de transition peut intervenir à n'importe quel moment du cycle. Il pourra être mené

à la place d'un audit de surveillance ou de renouvellement, ou faire l'objet d'un audit spécial.

Au cours de cet audit unique, seule la conformité à la norme ISO 9001:2015 est évaluée.

Deuxième option, une transition progressive par étapes. La conformité de

l'organisation certifiée est évaluée par étapes successives. C'est une approche «progressive». Le principe consiste à maintenir la certification ISO 9001:2008 et son cycle d'audits. Ces audits de surveillance et de renouvellement sont complétés par un temps additionnel dédié à l'évaluation d'un sous-ensemble des clauses de la norme ISO 9001:2015. La certification n'est alors délivrée que lorsque toutes les clauses de l'ISO 9001:2015 ont été positivement évaluées, d'où la nécessité d'au moins deux audits.

Une transition progressive «par étapes» a l'avantage de minimiser les risques pour une organisation certifiée car elle préserve la certification en cours. Mais elle peut être plus complexe à mettre en œuvre et nécessite une étroite communication et une bonne compréhension avec l'organisme certificateur. □

Abashi SHAMAMBA



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

«Le marché de la certification est en somnolence»

LE marché de la certification est aujourd'hui en berne. La fièvre initiée il y a 4-5 ans par de grandes entreprises est aujourd'hui retombée, relève Omar Benaïcha, directeur général du Bureau Veritas. Le parc des certificats ISO tous référentiels confondus, plafonne à un millier comparé à une population de plus de 200.000 entreprises théoriquement certifiables.

Le référentiel le plus répandu est l'ISO 9001. Il représente au moins 80% des certificats délivrés au Maroc car c'est la norme générique de toute la famille des normes, explique le directeur général du Bureau Veritas.

L'on relève par ailleurs un mouvement des organismes qui renoncent à leur certificat en décidant de ne pas renouveler le sésame, avec un effet boule de neige auprès des PME. En fait, il y a autant de sortants que d'entrants. Cette indifférence vis-à-vis de la démarche de certification est plutôt étonnante. Le coût financier immédiat ne peut pas tout expliquer car il existe un mécanisme de soutien logé à Maroc PME qui permet de financer presque en totalité l'ensemble du processus. A l'évidence, c'est l'«après-certification» et les coûts indirects qu'elle induit qui en rebutent certains.

Pour les professionnels, il faut aussi voir dans ce mouvement, l'importance que le management attache à la certification. Dans les premières années qui suivent, celle-ci est surtout perçue à juste

titre, comme un facteur de différenciation vis-à-vis de la concurrence. Puis la fièvre retombe peu à peu surtout en période où les entreprises sont plongées dans des difficultés (baisse d'activité, délais de paiement, etc).

Mais à moyen terme, le rebond du marché de la certification viendra entre autres, des exigences que l'industrie automobile et l'aéronautique vont imposer aux sous-traitants. Pour être référencés, les fournisseurs doivent se conformer à des cahiers de charges contraignants et justifier d'un minimum de certifications. Et parmi celles-ci, le «Smig» est le certificat à la norme ISO 9001.

Dans son plan d'action, l'association des certificateurs du Maroc (ACM) a par ailleurs fait des propositions afin d'encourager la dissémination de la culture des normes au sein des entreprises. Qu'il soit exigé par exemple une certification ISO aux soumissionnaires aux marchés publics, que les entreprises certifiées à la norme sécurité/environnement bénéficient d'une remise sur la prime d'assurance ou encore que les contrôles (Onssa) soient plus allégés sur celles qui ont une certification relative à la sécurité alimentaire, etc. «Nous sommes partis du postulat qu'il faut gratifier les entreprises qui montrent l'exemple par de bonnes pratiques», explique Wafa Chagar, présidente de l'Association des certificateurs du Maroc. □

A. S.

ANALYSE

Un guideline ISO pour réussir la phase de transition

• Les recommandations de l'organisme international aux entreprises

• Aucune action de sensibilisation de l'Institut marocain de normalisation

DANS un souci de simplification pour les organisations qui utilisent plusieurs systèmes de management, ISO 9001:2015 suit la même structure générale dite «de haut niveau» que les autres normes ISO de système de management. L'autre grand changement est l'approche par les risques. Même si elle était déjà présente dans la norme, la nouvelle version lui accorde une place plus importante. Quelques recommandations émises

par le normalisateur international (ISO) pour réussir la transition.

■ **Vous êtes certifié ISO:** Si vous voulez conserver votre certification ISO

litée en fonction de la nouvelle édition de la norme et obtenir la certification de conformité à la version 2015. Une période de transition de trois ans à compter de la date de publication (septembre

entre les articles de la nouvelle version et l'édition précédente (disponible en accès libre sur le site de l'ISO/TC 176/SC 2) vous aidera à repérer les sections déplacées dans d'autres articles de la norme. Identifiez les éventuelles lacunes qu'il vous faudra combler pour répondre aux nouvelles exigences.

• **Elaborez un plan de mise en œuvre** et formez et sensibilisez de façon appropriée toutes les parties qui ont un impact sur l'efficacité de l'organisme.

• **Mettez à jour votre système de management** de la qualité en fonction des exigences de la norme révisée.

■ **Quels avantages présente la nouvelle version?**

Le plus important que soulignent les professionnels est qu'elle utilise un langage simplifié, ainsi qu'une structure et des termes communs aux autres normes de système de management. Ce qui est particulièrement utile pour les organismes qui mettent en œuvre plusieurs systèmes de management: environnement, santé et sécurité, ou continuité opérationnelle.

La nouvelle version de la norme ISO 9001 accorde plus d'importance à l'implication de la direction, aide à traiter les risques et opportunités de façon structurée. Elle traite le management de la chaîne d'approvisionnement plus efficacement et d'utilisation plus aisée pour les organismes de services ou les organismes relevant de l'économie du savoir. □

A. S.

Le Comité d'accréditation hiberne

L'INSTITUT marocain de normalisation- Imanor- n'a étrangement procédé à aucune opération de sensibilisation au moment où une nouvelle version du standard ISO 9001 entre en vigueur à l'échelle internationale. Cette mission de promotion rentre dans son cahier des charges, mais, peut-être, qu'il n'en est pas conscient, ironise un auditeur.

Une autre structure encore plus importante, le Comité national d'accréditation, lui aussi est en hibernation. Ce comité est le régulateur des certificateurs qui opèrent au Maroc. C'est l'entité qui accorde des accréditations aux organismes de certification, mais il n'est pas opérationnel. Sa dernière réunion remonte à...2013. Résultat, il n'a pas encore obtenu la reconnaissance mutuelle des homologues européens. Le défaut originel de ce comité c'est de fonctionner en une division dans une administration centrale. □

9001, il vous faudra mettre à niveau votre système de management de la qua-

2015) est prévue pour le passage à ISO 9001:2015. Au-delà d'octobre 2018, les certifications ISO 9001:2008 ne seront plus valides.

■ **Vous utilisez déjà ISO 9001 2008:** L'édition 2015 remplace la version 2008. Le document ayant été révisé pour répondre aux besoins actuels du monde des affaires, il est recommandé de mettre à jour votre système de management de la qualité pour être en phase avec la nouvelle version. Chaque organisme est unique et les mesures à prendre pour adapter les systèmes de management en place le seront vraisemblablement aussi.

Voici toutefois quelques conseils qui vous aideront:

• **Prenez connaissance du nouveau document.** Des choses ont été modifiées, mais beaucoup d'autres restent inchangées. Une matrice montrant la corrélation

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com